

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201196]

2 FEVRIER 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du Chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation s'adressant aux associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.11, D.13, D.14, D.103, D.109, D.110, D.113, D.114;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juin 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2016;

Vu le rapport du 14 juillet 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.827/2/V du Conseil d'Etat, donné le 29 août 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition introductive et définitions*

Article 1^{er}. Conformément à l'article 4, 3°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, le présent arrêté règle une matière visée à l'article 127 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° l'activité de formation : la formation visée à l'article D.100 du Code dans le secteur horticole et pour le petit élevage;

2° l'Administration : l'Administration visée à l'article D.3, 3°, du Code;

3° une association d'hobbyistes : une association organisant les activités de formation pour hobbyistes;

4° une fédération d'hobbyistes : une association qui regroupe plusieurs associations d'hobbyistes;

5° le formateur : le prestataire des activités d'information ou des autres activités de transfert de connaissance;

6° le participant : la personne visée à l'article D.98, 3°, du Code;

7° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

8° le Ministre : le Ministre de l'Agriculture;

9° la séance d'étude : l'activité de formation pratique ou théorique réalisée dans une salle;

10° la visite guidée : l'activité de formation pratique ou théorique réalisée via une visite de terrain ou via une activité de démonstration.

Le Ministre peut préciser les définitions visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II. — *Contenu de l'activité de formation*

Art. 3. § 1^{er}. L'activité de formation organisée par une association d'hobbyistes a pour objectif l'acquisition et l'actualisation de connaissances du participant en matière de bonnes pratiques horticoles, phytotechniques ou d'élevage ou encore en matière de législation.

Le Ministre précise les domaines prioritaires nécessaires à l'acquisition des connaissances visées à l'alinéa 1^{er} conformément à l'article 97 du Code.

§ 2. L'activité de formation :

1° consiste en une séance d'étude ou en une visite guidée;

2° traite de thématiques particulières ou peut regrouper plusieurs thématiques d'intérêts différents;

3° comporte un exposé et, le cas échéant, un débat;

4° peut s'accompagner de documents d'information.

§ 3. Le Ministre peut définir :

1° une durée minimale de l'activité de formation;

2° un nombre minimal de participants par activité de formation;

3° un nombre minimal d'activités de formation par thématique;

4° une couverture géographique minimale.

Le nombre d'activités de formation sélectionnées dans le cadre d'un appel à projets est limité à dix par association d'hobbyistes.

§ 4. En vue d'assurer le bon déroulement des activités de formation, le Ministre peut prévoir des modalités organisationnelles.

CHAPITRE III. — *Financement**Section 1^{re}. — Conditions d'octroi des subventions*

Art. 4. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre lance au moins un appel à projets par an conformément aux objectifs du Code.

Lorsque des besoins spécifiques et urgents apparaissent après le lancement des appels à projets visé à l'alinéa 1^{er}, en lien avec les objectifs visés à l'article D.97, du Code, le Ministre peut lancer un appel à projets spécifique dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

§ 2. La sélection des projets est effectuée en vérifiant :

1° le respect des conditions d'éligibilité, portant sur les moyens matériels, humains et financiers dont dispose l'association d'hobbyistes;

2° la pertinence des activités de formation au regard des objectifs visés à l'article D. 97 du Code et des besoins identifiés sur le territoire, en ce compris le contenu du programme des activités de formation.

§ 3. Outre le respect des conditions d'éligibilité, l'association d'hobbyistes :

1° démontre qu'elle ne poursuit aucun but lucratif;

2° a un siège d'activité principale situé sur le territoire de la région de langue française, organisant des activités de formation décrites par le présent arrêté.

§ 4. Dans le cadre de la sélection des projets, les formateurs démontrent les compétences techniques en lien avec l'objet de l'activité de formation par la détention d'un titre ou d'un certificat reconnu par les autorités compétentes dans ces matières ou par le vécu d'une expérience probante d'une durée minimale de deux ans.

L'expérience probante visée à l'alinéa 1^{er} est démontrée par toute voie de droit et conformément aux documents sollicités dans l'appel à projets.

§ 5. Lorsque l'association remplit les critères d'éligibilité, l'association est agréée au sens de l'article D.5 du Code par le Ministre.

Seuls les dossiers de projets des associations d'hobbyistes ayant satisfait aux conditions d'éligibilité visées au paragraphe 2, 1°, sont examinés pour le respect des critères de sélection visés au paragraphe 2, 2°.

Lorsque l'association remplit les critères d'éligibilités, elle est présumée les remplir pour une période de trois ans, conformément à l'article D.6, § 5, du Code.

Le Ministre peut suspendre ou retirer le bénéfice de l'agrément si l'association ne remplit plus les critères d'éligibilité.

§ 6. Le Ministre fixe les conditions d'éligibilité et les critères de sélection visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

§ 7. Le Ministre définit la procédure de sélection et arrête la liste des bénéficiaires aux subventions sur la base du classement établi par l'Administration.

Art. 5. Le Ministre définit les dates de lancement des appels à projets et les dates limites pour le dépôt des projets.

Le Ministre peut :

1° ajouter des conditions procédurales supplémentaires à l'appel à projets;

2° lister les documents à joindre.

Le site internet de l'Administration contient les informations relatives à l'appel à projets.

Art. 6. § 1^{er}. Est exclue du bénéfice des subventions :

1° la personne physique ou morale poursuivant, par son activité de formation, des buts publicitaires ou commerciaux;

2° l'activité de formation qui est déjà entièrement subventionnée par un pouvoir public.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, si d'autres subventions publiques couvrent partiellement le financement de l'activité, l'association d'hobbyistes dont le projet est sélectionné peut bénéficier de subventions pour le solde du financement de son projet.

§ 2. L'association d'hobbyistes peut réclamer une participation aux frais à charge des participants si l'organisation d'activités de formation ne donne pas lieu à des bénéfices dans le chef de l'association d'hobbyistes. La participation aux frais couvre une partie des frais généraux générés par ses activités de formation et non couverts par des subventions.

Section 2. — Modalités d'octroi des subventions

Art. 7. L'association d'hobbyistes sélectionnée dans le cadre d'appels à projets et qui répond aux conditions prévues par l'article 4 peut bénéficier d'une subvention couvrant la rémunération du formateur, à concurrence de maximum quarante-trois euros de l'heure, et les frais de fonctionnement et d'organisation des activités dont le montant est plafonné à :

1° 25 EUR pour la première heure de formation;

2° 10 EUR par heure supplémentaire de formation limitée à 4 heures.

Le Ministre définit les modalités d'octroi des subventions aux associations d'hobbyistes.

En fonction des disponibilités budgétaires, le Ministre peut indexer, en janvier de chaque année, le montant des plafonds de subventions et indemnités sur base de l'indice santé en base 2013, en multipliant les montants visés à l'alinéa 1^{er}, par l'indice santé de décembre de l'année précédente divisé par l'indice santé de décembre l'année 2015.

Section 3. — Paiement des subventions

Art. 8. § 1^{er}. Les fédérations d'hobbyistes peuvent gérer et liquider des subventions octroyées aux associations d'hobbyistes pour l'organisation d'activités de formation.

Pour la gestion de subventions liées à l'organisation d'activité de formation, la fédération d'hobbyistes :

1^o est constituée en association sans but lucratif;

2^o dispose d'un secrétariat présentant toute garantie d'une gestion adéquate des subventions octroyées aux associations d'hobbyistes dont elle a la tutelle pour l'organisation des activités de formation.

§ 2. Les subventions sont versées intégralement aux associations d'hobbyistes par l'intermédiaire des fédérations d'hobbyistes telles que définies au paragraphe 1^{er}.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une association d'hobbyistes non couverte par une fédération d'hobbyistes peut se voir attribuer directement une subvention pour l'organisation d'activités de formation.

Le Ministre définit les conditions et modalités particulières pouvant mener à la dérogation visée à l'alinéa 2.

§ 3. Les fédérations d'hobbyistes définies au paragraphe 1^{er} sont responsables de la répartition des subventions visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, entre les divers ayant-droits et bénéficiaires et de leur bonne utilisation aux fins de l'organisation d'activités de formation.

L'Administration assure la gestion et le contrôle administratif et financier des subventions et constate les paiements indus.

L'Administration paie les subventions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 9. Les dépenses admissibles à la subvention sont :

1^o les rémunérations des formateurs théoriques et pratiques;

2^o les frais :

a) de location du local et charges y afférentes;

b) d'envois;

c) de copies, impression des syllabus ou des documents d'information;

d) de déplacement des formateurs ou des membres actifs des fédérations dans le cadre de l'organisation des activités de formation;

e) d'investissements liés à des activités de formation tels que l'achat de matériel informatique;

f) d'assurances liées aux activités de formation.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2^o, d), l'indemnité kilométrique est identique à celle qui est versée aux agents de la Fonction publique.

Art. 10. Le Ministre définit les modalités :

1^o de liquidation d'une subvention à une association d'hobbyistes;

2^o d'introduction d'une déclaration de créance.

Art. 11. La fédération d'hobbyistes transmet à l'Administration dans les deux mois qui suivent la dernière activité de formation, un rapport sur les programmes d'activités dispensés pendant la durée du projet selon le modèle établi par l'Administration.

CHAPITRE IV. — Le contrôle, les sanctions et le recours

Art. 12. L'Administration vérifie si l'association d'hobbyistes dispose des capacités appropriées en termes de compétences des formateurs pour mener à bien sa mission.

L'Administration assure la gestion et le contrôle administratif et financier des dossiers, en ce compris le constat des paiements indus.

Art. 13. Lorsque l'association d'hobbyistes ne respecte pas les obligations prévues par le Code et par le présent arrêté, la part de la subvention qui lui est due est diminuée proportionnellement à la gravité du non-respect de ces obligations et aux conséquences financières de l'irrégularité.

Le Ministre peut préciser le mode de calcul de la diminution visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 14. L'association, sous peine d'irrecevabilité, dispose de trente jours suivant l'envoi de toute décision lui faisant grief, pour faire connaître ses objections, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, auprès de l'Administration.

CHAPITRE V. — Disposition finale

Art. 15. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 février 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201196]

2 FEBRUARI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de opleidingsactiviteiten voor de hobbyistenverenigingen in de tuinbouwsector en voor het kleinvee

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.11, D.13, D.14, D.103, D109 tot D.110, D.113, D. 114;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juni 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juli 2016;

Gelet op het rapport van 14 juli 2016, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 59.827/2/V van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Inleidende bepaling en begripsomschrijvingen

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 4, 3°, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt, regelt dit besluit, overeenkomstig artikel 127 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 138 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit en van zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder:

1° de opleidingsactiviteit: de opleiding bedoeld in artikel D.100 van het Wetboek in de tuinbouwsector en voor het kleinvee;

2° de Administratie : de Administratie bedoeld in artikel D.3, 3°, van het Wetboek;

3° een hobbyistenvereniging: een vereniging die de opleidingsactiviteiten voor de hobbyisten organiseert;

4° een hobbyistenfederatie: een vereniging die verschillende hobbyistenverenigingen bundelt;

5° de opleidingswerker: de dienstverlener van de opleidingsactiviteiten of van de andere kennisoverdracht;

6° de deelnemer : de persoon bedoeld in artikel D.98, 3°, van het Wetboek;

7° het Wetboek : het Waals Landbouwwetboek;

8° de Minister : de Minister van Landbouw;

9° de studiesessie : de praktische of theoretische opleidingsactiviteit die in een lokaal plaatsvindt;

10° de rondleiding : de praktische of theoretische opleidingsactiviteit die plaatsvindt via een terreinbezoek of via een demonstratieactie.

De in het eerste lid bedoelde begripsomschrijvingen kunnen door de Minister bepaald worden.

HOOFDSTUK II. — Inhoud van de opleidingsactiviteit

Art. 3. § 1. De door een hobbyistenvereniging georganiseerde opleidingsactiviteit beoogt het vergaren en de actualisering van de kennis van de deelnemer inzake de goede fyto-technische, tuinbouw- of teeltpraktijken of inzake de wetgeving.

De Minister bepaalt de prioritaire gebieden nodig voor het vergaren van de in het eerste lid bedoelde kennis overeenkomstig artikel 97 van het Wetboek.

§ 2. De opleidingsactiviteit:

1° bestaat in een studiesessie of in een rondleiding;

2° behandelt bijzondere thema's of kan verschillende thema's bundelen met een verschillend belang;

3° bevat een uiteenzetting en, in voorkomend geval, een debat;

4° kan vergezeld gaan van informatiedocumenten.

§ 3. De Minister kan de volgende elementen vaststellen :

1° een minimale duur van de opleidingsactiviteit;

2° een minimumaantal deelnemers per opleidingsactiviteit;

3° een minimumaantal opleidingsactiviteiten per thema;

4° een minimale geografische dekking.

Het aantal opleidingsactiviteiten gekozen in het kader van de projectenoproep wordt beperkt tot tien per hobbyistenvereniging.

§ 4. Met het oog op het verzekeren van het goede verloop van de opleidingsactiviteiten kan de Minister in organisatorische modaliteiten voorzien.

HOOFDSTUK III. — *Financiering**Afdeling 1. — Voorwaarden tot toekenning van subsidies*

Art. 4. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten dient de Minister minstens één projectenoproep per jaar in overeenkomstig de doelstellingen van het Wetboek.

In geval van specifieke en dringende behoefte na het in het eerste lid bedoelde lanceren van de projectenoproep in verband met de in artikel D.97 van het Wetboek bedoelde doelstellingen kan de Minister een specifieke projectenoproep binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten lanceren.

§ 2. De selectie van de projecten wordt uitgevoerd door het nagaan van:

1° de naleving van de ontvankelijkheidsvoorwaarden die betrekking hebben op de materiële, menselijke en financiële middelen waarover de hobbyistenvereniging beschikt;

2° de relevantie van de opleidingsactiviteiten ten opzichte van de in artikel D.97 van het Wetboek bedoelde doelstellingen en van de op het grondgebied geïdentificeerde behoefte met inbegrip van de inhoud van het programma van de opleidingsactiviteiten.

§ 3. Naast de naleving van de ontvankelijkheidsvoorwaarden:

1° bewijst de hobbyistenvereniging dat ze geen winstmerk heeft;

2° heeft de hobbyistenvereniging een exploitatiezetel gelegen op het grondgebied van het Franse taalgebied die opleidingsactiviteiten beschreven in dit besluit organiseert.

§ 4. In het kader van de projectselectie bewijzen de opleidingswerkers de technische bevoegdheden i.v.m. het voorwerp van de opleidingsactiviteit, hetzij door het bezit van een titel of getuigschrift erkend door de bevoegde overheden in deze materies, hetzij door een afdoende ervaring van minstens twee jaar.

De in het eerste lid bedoelde afdoende ervaring wordt aangetoond met elk rechtsmiddel en overeenkomstig de documenten aangevraagd in de projectenoproep.

§ 5. Wanneer de vereniging de ontvankelijkheidscriteria vervult, wordt ze door de Minister erkend in de zin van artikel D.5 van het Wetboek.

Enkel de projectendossiers van de hobbyistenverenigingen die hebben voldaan aan de in § 2, 1°, bedoelde ontvankelijkheidsvoorwaarden worden onderzocht voor de naleving van de in § 2, 2°, bedoelde selectiecriteria.

Wanneer de vereniging de ontvankelijkheidscriteria vervult, wordt ze geacht ze voor een periode van drie jaar te vervullen overeenkomstig artikel D.6, § 5, van het Wetboek.

De Minister kan het genieten van de erkenning opschorten of intrekken indien de vereniging de ontvankelijkheidscriteria niet meer vervult.

§ 6. De Minister bepaalt de ontvankelijkheidsvoorwaarden en de selectiecriteria bedoeld in § 2, eerste lid, 1° en 2°.

§ 7. De Minister bepaalt de selectieprocedure en stelt de lijst vast van de begunstigden van de toelagen op grond van de door de Administratie uitgevoerde indeling.

Art. 5. De Minister bepaalt de data voor het lanceren van de projectenoproepen en de uiterste data voor de indiening van de projecten.

De Minister kan :

1° procedurele bijkomende voorwaarden bij de projectenoproep toevoegen;

2° de lijst opmaken van de bij te voegen documenten.

De website van de administratie bevat de informatie betreffende de projectenoproep.

Art. 6. § 1. Komt niet in aanmerking voor de subsidies:

1° de natuurlijke of rechtspersoon die via zijn opleidingsactiviteit publicitaire of commerciële doeleinden heeft;

2° de opleidingsactiviteit die reeds door een openbare overheid gesubsidieerd wordt.

Wat betreft het eerste lid, 2°, kan de hobbyistenvereniging waarvan het project gekozen is, toelagen genieten voor het saldo van de financiering van haar project, indien andere openbare toelagen de financiering van de activiteit gedeeltelijk dekken.

§ 2. De hobbyistenvereniging kan een deelname in de kosten ten laste van de deelnemers verlangen indien de organisatie van opleidingsactiviteiten geen aanleiding geeft tot winsten uit hoofde van de hobbyistenvereniging. De deelname aan de kosten dekt een gedeelte van de algemene kosten die voortvloeien uit haar opleidingsactiviteiten en die niet gedekt zijn door subsidies.

Afdeling 2. — Toekenningsmodaliteiten van de subsidies

Art. 7. De in het kader van de projectenoproep gekozen hobbyistenvereniging die voldoet aan de in artikel 4 bedoelde voorwaarden kan in aanmerking komen voor een toelage ter dekking van de bezoldiging van de opleidingswerker ten belope van maximum 43 euro per uur en de kosten voor de werking en de organisatie van de activiteiten waarvan het bedrag beperkt wordt to:

2° 25 EUR voor het eerste opleidingsuur;

2° 10 EUR per bijkomend opleidingsuur beperkt tot 4 uur.

De Minister bepaalt de modaliteiten van de toekenning van de toelagen aan de hobbyistenverenigingen.

Naar gelang van de beschikbare begrotingen kan de Minister in januari van elk jaar het bedrag van de plafonds van de subsidies en vergoedingen op grond van de gezondheidsindex 2013 indexeren door de in het eerste lid bedoelde bedragen te vermenigvuldigen met de gezondheidsindex van december van het vorige jaar gedeeld door de gezondheidsindex van december van het jaar 2015.

Afdeling 3. — Betaling van de subsidies

Art. 8. § 1. De hobbyistenfederaties kunnen toelagen die aan de hobbyistenverenigingen zijn toegekend voor de organisatie van opleidingsactiviteiten, beheren en uitbetalen.

Voor het beheer van de toelagen gebonden aan de organisatie van opleidingsactiviteiten :

1° wordt de hobbyistenvereniging opgericht zijn als een vereniging zonder winstoogmerk;

2° beschikt de hobbyistenvereniging over een secretariaat dat alle garanties biedt voor een gepast beheer van de toelagen toegekend aan de hobbyistenverenigingen waarop ze het toezicht heeft voor de organisatie van de opleidingsactiviteiten.

§ 2. De toelagen worden volledig gestort aan de hobbyistenverenigingen via de in § 1 bepaalde hobbyistenfederaties.

In afwijking van het eerste lid kan een hobbyistenvereniging die niet gedekt wordt door een hobbyistenvereniging, rechtstreeks een toelage krijgen voor de organisatie van opleidingsactiviteiten.

De Minister bepaalt de bijzondere voorwaarden en modaliteiten die tot de in het tweede lid bedoelde afwijking kunnen leiden.

§ 3. De in § 1 bepaalde hobbyistenverenigingen zijn verantwoordelijk voor de verdeling van de in § 2, eerste lid, bedoelde toelagen tussen de verschillende rechthebbenden en begunstigden en van hun goede gebruik met het oog op de organisatie van opleidingsactiviteiten.

De Administratie zorgt voor het beheer en de administratieve en financiële controle van de toelagen en stelt de onrechtmatige betalingen vast.

De Administratie betaalt de in het eerste lid bedoelde toelagen.

Art. 9. De uitgaven die in aanmerking komen voor de subsidie zijn :

1° de bezoldigingen van de theoretische en praktische opleiders;

2° de kosten van de:

a) huur van het lokaal en de daarop betrekking hebbende lasten;

b) zendingen;

c) kopieën, het drukken van syllabi of informatiedocumenten;

d) verplaatsing van de opleidingswerkers of van de actieve leden van de federaties in het kader van opleidingsactiviteiten;

e) investeringen gebonden aan opleidingsactiviteiten zoals de aankoop van informaticamateriaal;

f) verzekeringen gebonden aan opleidingsactiviteiten.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, d), is de kilometervergoeding dezelfde als degene die aan de personeelsleden in overheidsdiensten wordt uitbetaald.

Art. 10. De Minister bepaalt de modaliteiten:

1° voor de uitbetaling van een toelage gebonden aan een hobbyistenvereniging;

2° voor de indiening van een schuldvorderingsverklaring.

Art. 11. De hobbyistenfederatie maakt de Administratie binnen de twee maanden die volgen op de laatste opleidingsactiviteit, een verslag over de activiteitenprogramma's die tijdens de duur van het project worden gegeven, volgens het door de Administratie bepaalde model over.

HOOFDSTUK IV. — Controle, sancties en beroep

Art. 12. De Administratie gaat na of de hobbyistenvereniging over de gepaste capaciteiten in termen van bevoegdheden van de opleidingswerkers beschikt om haar opdracht te vervullen.

De administratie zorgt voor het beheer en de administratieve en financiële controle van de dossiers, met inbegrip van de vaststelling van de onrechtmatige betalingen.

Art. 13. Wanneer de hobbyistenvereniging de verplichtingen bedoeld in het Wetboek of in dit besluit niet naleeft, wordt het deel van de haar verschuldigde toelage verminderd naar verhouding van de ernst van de niet-naleving van die verplichtingen en van de financiële gevolgen van de onregelmatigheid.

De Minister kan de berekeningswijze van de vermindering bedoeld in het eerste lid bepalen.

Art. 14. De vereniging beschikt, op straffe van onontvankelijkheid, over dertig dagen na de verzending van elke bezwarende beslissing om haar bezwaren aan de Administratie mee te delen door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

HOOFDSTUK V. — Slotbepaling

Art. 15. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 februari 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN